

# INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

## Brèves

### NIGERIA : LE PRÉSIDENT NOMME UN NOUVEAU DIRECTEUR ANTI-CORRUPTION

Le président du Nigeria Muhammadu Buhari a nommé hier un nouveau directeur de l'agence anti-corruption, après le limogeage de son prédécesseur ciblé par des accusations de détournements de fonds. Le président Buhari avait fait de la lutte contre la corruption, ce "cancer" de la nation, l'un de ses principaux objectifs de gouvernance lors de sa première élection en 2015 à la tête du pays le plus peuplé d'Afrique.

### CRIQUET PÈLERIN : UNE SAUTERELLE AUX EFFETS DÉVASTATEURS

Ils ne pèsent que quelques grammes mais ravagent tout sur leur passage : redoutés depuis des siècles, les criquets pèlerins sont à l'origine d'une nouvelle et spectaculaire propagation dans la Corne de l'Afrique. Les criquets pèlerins sont une espèce de sauterelle originellement solitaire et inoffensive qu'on trouve dans les régions désertiques ou semi-désertiques, sur une bande s'étendant de la Mauritanie jusqu'à l'Inde.

### CÔTE D'IVOIRE : COMBAT CONTRE LA CONTREBANDE DE CAJOU

Arsenal juridique plus répressif et sensibilisation des planteurs : la Côte d'Ivoire, leader mondial de la production de noix de cajou, désormais considéré comme "un produit stratégique", veut lutter sans répit contre la contrebande des noix vers les pays voisins. La campagne 2021 de commercialisation de "l'or gris", la noix de cajou ou anacarde, s'est ouverte le 5 février. Celle de 2020 s'est soldée par une hausse de 33% de la récolte, soit plus de 840 000 tonnes. Au total 297 milliards de FCFA (453 millions d'euros) ont été distribués aux producteurs contre 238 milliards en 2019 (363 millions d'euros).

# Hong Kong : des figures du combat prodémocratie jugées

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)  
Libreville/Gabon

PLUSIEURS vétérans du combat prodémocratie à Hong Kong jugés pour l'organisation d'une des plus grandes manifestations de 2019 ont dénoncé hier des poursuites "politiques" à l'ouverture de leur procès, qui illustre l'implacable répression en cours dans la région chinoise.

Parmi les neuf prévenus, on retrouve certaines des personnalités les plus respectées de la lutte pour les libertés dans l'ex-colonie britannique, souvent des apôtres de la non-violence qui sont mobilisés depuis des décennies pour l'instauration d'un véritable suffrage universel.

L'un des plus célèbres est l'avocat de 82 ans Martin Lee, qui avait avant la rétrocession été choisi par Pékin pour rédiger la Loi fondamentale (Basic Law), le texte qui sert de mini-constitution dans la région semi-autonome. Se trouvent également dans le box l'ex-députée de l'opposition et avocate Margaret Ng, 73 ans, ou encore le magnat des médias Jimmy Lai, actuellement en détention provisoire du fait de poursuites distinctes au nom de la loi draconienne sur la sécurité nationale que Pékin a imposée fin juin 2020. Plusieurs sont des figures de proue du Front civil des droits de l'Homme (CHRF), la coalition qui avait organisé les plus grandes manifestations en 2019, quand la ville avait connu sa pire crise politique depuis la rétrocession en 1997, avec des actions et mobilisations quasi quotidiennes. Quand les prévenus ont pénétré mardi dans le tribunal, plusieurs activistes ont fait le salut à trois doigts, un geste devenu en Asie un symbole de la lutte contre l'autoritarisme. "Se rassembler n'est pas un crime ! A bas les poursuites politiques", a hurlé de son côté Leung Kwok-hung, un militant surnommé "Long Hair" qui a déjà effectué des séjours en prison pour son engagement, et qui faisait partie des neuf.

Le groupe, qui risque jusque cinq ans de détention, est poursuivi



L'un des leaders des manifestations de Hong-Kong jugés hier.

pour l'organisation d'un rassemblement non autorisé le 18 août 2019, la deuxième manifestation la plus grande en sept mois de contestation. Les organisateurs avaient fait état de 1,7 million de manifestants ce jour-là, ce qui

représenterait près du quart de la population. Ce chiffre n'a pu être vérifié indépendamment. Pendant des heures, un immense cortège avait parcouru les rues du centre de l'île de Hong Kong. Au début du procès, qui devrait

durer une dizaine de jours, tous les prévenus -à l'exception de deux- ont plaidé non coupables. Ancien responsable du CHRF, Au Nok-hin a ainsi plaidé coupable d'organisation et de participation à un rassemblement non autorisé.

## Le musellement des manifestations



Les manifestants sont désormais muselés.

J.O.  
Libreville/Gabon

Le recours à cette qualification est dénoncé de longue date à Hong Kong par les associations de défense des droits de l'Homme. Hier, les procureurs ont accusé les préve-

nus d'avoir bravé les instructions de la police en encourageant la foule à manifester, ce qui avait perturbé la circulation dans la ville, située au large de la Chine continentale. La popularité de la contestation populaire s'était traduite dans les urnes par un triomphe de

l'opposition aux élections locales de novembre 2019. Mais le mouvement avait subi au début 2020 un coup d'arrêt brutal sous l'effet cumulé des restrictions de rassemblement prises contre le coronavirus et des milliers d'arrestations, mais aussi d'une certaine fatigue des manifestants. A l'exception de l'abandon de la loi controversée sur les extraditions qui avait été le déclencheur de la contestation, les manifestants n'avaient rien obtenu. Et le pouvoir chinois a engagé en 2020 une reprise en main musclée de sa turbulente région, au travers notamment de la loi sur la sécurité nationale imposée fin juin. Aucune manifestation n'est désormais possible dans la ville, et les autorités ont au prétexte du coronavirus reporté d'un an des élections législatives où l'opposition avait toutes les chances de triompher.

Photo:AFP

Photo:AFP